



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 461 – 30 septembre 2022

❖ Régional

Le déficit commercial de l'UEMOA représente 1,6% du PIB régional au 1^{er} semestre 2022

Selon la BCEAO, le déficit commercial de l'UEMOA s'est établi à 936,1 Mds FCFA (1,4 Md EUR) au 1^{er} semestre 2022 (soit 1,6% du PIB de l'UEMOA), contre 480 Mds FCFA (731,8 M EUR) à la même période de l'année précédente (soit 1% du PIB de l'UEMOA). Si les exportations ont enregistré une progression de 18,4% en glissement annuel (g.a.) pour s'établir à 12 656,5 Mds FCFA (19,3 Mds EUR), les importations ont enregistré une progression plus importante de 21,7% en g.a. pour se situer à 13 592,6 Mds FCFA (20,7 Mds EUR). Les principaux produits exportés ont été l'or et les métaux précieux (30,4% du total des ventes), les produits du cacao (19,4%) et les produits pétroliers (9,6%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits énergétiques (36,2% du total des achats), les produits alimentaires (25%) et les biens intermédiaires (20,8%).

La CNUCED évalue l'état de préparation au e-commerce dans la CEDEAO

Le 21 septembre 2022, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié un rapport visant à évaluer l'état de préparation des pays de la CEDEAO au commerce électronique. Ainsi, selon le rapport, si tous les Etats membres se sont

LE CHIFFRE À RETENIR

1,4 Md EUR

La valeur du déficit commercial de
l'UEMOA au 1^{er} semestre 2022

engagés en faveur de processus de digitalisation, de nombreux obstacles se posent, parmi lesquels : (i) l'accès à la digitalisation, aux services numériques, voire à l'électricité pour les populations rurales ; (ii) le déficit d'infrastructures de technologies de l'information et de la communication ; (iii) la mise à niveau du cadre juridique. Aussi, les services de livraison sont généralement insuffisants, en lien avec la qualité des services postaux, des infrastructures routières et des problématiques **d'adressage**. Pour favoriser le développement du commerce électronique, le rapport recommande entre autres de : (i) favoriser la confiance et l'adhésion des utilisateurs à travers l'harmonisation du cadre légal ; (ii) renforcer et coordonner l'action des directions du commerce électronique des Etats membres.

Le Niger suspend le transit pétrolier à destination du Mali

Par une note de service en date du 21 septembre dernier, la Direction générale des douanes du Niger a annoncé la suspension des autorisations de transit des produits pétroliers destinés au Mali, en raison de pratiques frauduleuses de

reversement de ces produits exonérés de taxes et de droits de douanes sur le territoire nigérien. Il est à préciser que cette mesure de suspension ne concerne pas les exportations des produits pétroliers raffinés au Niger qui continueraient d'être exportés vers le Mali.

🇸🇳 Bénin

Le coton représente plus de 70% des exportations au 2^{ème} trimestre 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStad), les exportations [se sont élevées](#) à 185,2 Mds FCFA (282,4 M EUR) au 2^{ème} trimestre 2022, soit une progression de 14,9% en glissement annuel (g.a.), tandis que les importations se sont établies à 495,3 Mds FCFA (755,1 M EUR), en hausse de 2% en par rapport à la même période de l'année précédente. Le principal produit exporté au 2nd trimestre 2022 a été le coton (70,9% du total des ventes) tandis que les principaux produits importés ont été le riz (22,3% du total des achats), les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (15,7%) et les engrais (5,9%). Les principaux clients du pays ont été le Bangladesh (48,7% du total des ventes), l'Inde (14,4%) et la Chine (6,8%) tandis que les principaux fournisseurs ont été l'Inde (21,7% des achats), la Chine (10,6%) et les Etats-Unis (9,1%).

🇸🇳 Burkina Faso

Le gouvernement projette un taux de croissance à 4,2% pour 2022

Selon un rapport [adopté](#) le 28 septembre 2022 en conseil des ministres, le taux de croissance de l'économie ressortirait à 4,2% en 2022, tiré par les secteurs primaire et tertiaire, avec des contributions respectives de +2 et +2,8 points de pourcentage (p.p). En revanche, la contribution du secteur secondaire serait négative (-0,6 p.p), en raison entre autres des difficultés de certaines sociétés minières. Par ailleurs, il est à noter que la croissance en 2022 serait en ralentissement, après la forte reprise en 2021 à 6,9%.

50% des ressources budgétaires prévues pour 2022 mobilisées au 1^{er} semestre

Le 28 Septembre 2022, le Conseil des ministres [a adopté](#), le rapport relatif aux conclusions de la revue à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat de l'exercice 2022. Ainsi, les ressources mobilisées s'élèvent à 1 214,9 Mds FCFA (1,8 Md EUR) au 30 juin 2022, soit un taux de réalisation de 49,6% par rapport à la prévision annuelle. Elles sont essentiellement constituées par les recettes domestiques, à hauteur de 91,4% notamment. Quant aux dépenses, le montant engagé au 30 juin 2022 se situe à 1 398,6 Mds FCFA (2,1 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 47,9% par rapport à la prévision annuelle.

Sanctions de la Commission bancaire à l'encontre de deux banques

Le 5 août 2022, la Commission bancaire de de l'UMOA (Union Monétaire Ouest-Africaine) [a prononcé](#) des blâmes à l'encontre de deux banques burkinabè. Elles écotent de sanctions disciplinaires et pécuniaires, du fait de manquements et infractions à la réglementation en matière de Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Les sanctions pécuniaires se chiffrent à 300 M FCFA (457 317 EUR) pour l'une et à 151 M FCFA (230 183 EUR) pour l'autre. Aucune information sur l'identité des banques n'a été mentionnée. Pour rappel, le Burkina Faso est inscrit sur la liste grise du GAFI depuis 2020.

🇸🇳 Cap-Vert

Croissance de 17,7% en g.a. au 2^{ème} trimestre 2022, selon l'INE

Selon l'Institut national de la statistique (INE), le PIB du Cap-Vert [a cru](#) de 17,7% en volume en glissement annuel (g.a.) au 2^{ème} trimestre 2022. Cette croissance est portée du côté de la demande par l'augmentation de la consommation privée (+39,5% en g.a.) et des exportations (+118% en g.a.). Du côté de l'offre, les secteurs qui ont porté la croissance au 2^{ème}

trimestre 2022 sont le commerce (+41,6% en g.a) l'hébergement et la restauration (+901,5% en g.a) et le transport (+18,7% en g.a). **A l'inverse, la pêche (-33,1% en g.a), les industries extractives (-8,5% en g.a) et la construction (-6,5% g.a) ont contribué négativement à la croissance.**

33 M EUR d'investissement dans l'éolien d'ici 2021

Cabeolica, le partenariat public-privé qui [a déjà développé](#) 4 parcs éoliens au Cap-Vert, prévoit un **nouvel investissement de 33 M EUR d'ici 2024 pour l'installation de 13 MW de capacité installée d'éolienne. Le projet prévoit également l'installation de batteries d'une capacité de 5 MW pour stocker l'électricité qui sera produite sur les îles de Santiago et de Sal. Ce projet augmenterait de 50% la capacité installée de Cabeolica et s'inscrit dans la stratégie de transition énergétique du pays visant à atteindre 30% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique en 2025.**

🇨🇮 Côte d'Ivoire

Inflation à +6,2% en g.a. en août 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +6,2% en glissement annuel (g.a.) au mois d'août 2022, contre +5,4% en g.a. le mois précédent. Cette évolution est justifiée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+10,8% en g.a.), en lien principalement avec le renchérissement du poisson (+11,1% en g.a.) et de la viande (+10,8% en g.a.). En outre, les prix au niveau de la composante "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+5,5% en g.a.), les transports (+7,9% en g.a.) ainsi que des restaurants et hôtels (+6,7%) ont aussi enregistré des hausses significatives.

Les prix bord champ du cacao et du café en hausse pour la campagne 2022-2023

Lors du lancement des journées nationales du cacao et du café, le 30 septembre 2022, le Vice-

Président de la République [a annoncé](#) le prix d'achat bord champ du cacao et du café. Ainsi, en ce qui concerne le cacao, le prix est fixé à 900 FCFA (1,37 EUR) le kg, soit une hausse de 9% par rapport à la campagne précédente tandis que pour le café, il est fixé à 750 FCFA (1,14 EUR) le kg, soit une hausse de 7,1% par rapport à la campagne précédente.

L'Etat ivoirien acquiert 67,5% du capital de la BICICI pour plus de 120 M EUR

Le Conseil des Ministres du 28 septembre 2022 [a adopté](#) un décret portant autorisation de la prise de participation de l'Etat ivoirien dans la Banque internationale pour le commerce et l'industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI). Ainsi, la Banque nationale d'investissement, la Caisse des dépôts et consignations de Côte, l'Institution de prévoyance sociale – caisse générale de retraite des agents de l'Etat et la Caisse nationale de prévoyance sociale vont acquérir 11,2 M actions de la BICICI, soit 67,5% du capital social, pour un montant estimé à 80 Mds FCFA (122 M EUR). Cet investissement vise entre autres à accroître les capacités financières des membres du consortium. En outre, cette transaction entérine la sortie du capital de BNP Paribas, vendeur de la totalité de ses parts (59,8% du capital) ainsi que de Proparco (7,7%).

🇮🇳 Guinée

Adoption de la LFR 2022 par le CNT

Le 24 septembre 2022, le Conseil national de transition (CNT) [a adopté](#) la Loi de finances rectificative au titre de l'exercice 2022 (LFR 2022). Celle-ci a été élaborée avec comme principale hypothèse une croissance de 5,1% en 2022 et un taux d'inflation à 10,2%. Dans le détail, les recettes **du budget de l'Etat ont été légèrement révisées à hausse (+0,5% par rapport au budget initial) pour s'établir à 26 192,5 Mds GNF (3,1 Mds EUR).** De même, les dépenses connaissent une faible progression (+0,2% par rapport au budget initial) et sont désormais fixées à 30 666,7 Mds GNF (3,7 Mds EUR).

Libéria

La Banque mondiale projette un taux de croissance moyen de 5,2% sur 2023-2024

Dans [un communiqué](#) publié le 27 septembre 2022, la Banque mondiale (BM) a annoncé la publication de l'édition 2022 de son rapport économique sur le Libéria. Selon ce dernier, la croissance a enregistré un important rebond à 5% en 2021, grâce principalement à l'amélioration de la demande extérieure, une évolution des cours des principales matières premières exportées et à la reprise du secteur non minier. Pour l'année 2022, le taux de croissance devrait ralentir à 3,7% en raison des incertitudes mondiales et du choc sur les prix des matières premières. Toutefois, sur la période 2023-2024, la croissance devrait atteindre une moyenne de 5,2%, tirée par l'exploitation minière et la hausse des investissements publics. En outre, le déficit budgétaire devrait se creuser à 4,3% du PIB en 2022 (contre 2,4% en 2021), mais progressivement se résorber à moyen terme, avec l'amélioration des recettes domestiques et la consolidation des dépenses.

Niger

9 M USD des Etats Unis en faveur de la sécurité alimentaire

Le 23 septembre 2022, le Secrétaire d'État américain [a annoncé](#) une aide supplémentaire de 9 M USD des États Unis pour la sécurité alimentaire au Niger. Cette aide est accordée dans un contexte de hausse de l'insécurité alimentaire, conséquence conjointe de la pandémie, du changement climatique et du conflit en Ukraine. Par ailleurs, le Millennium Challenge Corporation travaille actuellement sur des compacts supplémentaires sur une base régionale, qui selon les autorités américaines, feront la différence au Niger. Pour rappel, le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) estime à 4 M le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire sur la période

juin-août 2022, contre 3,1 M pour la période mars-mai 2022.

Sénégal

Ralentissement de la croissance à 4,8% en 2022, selon la Banque mondiale

D'après le dernier [rapport de la Banque mondiale](#) sur la situation économique du Sénégal, publié le 28 septembre 2022, la croissance économique ralentira en 2022 à +4,8%, après une forte reprise en 2021 à +6,1%, sous l'effet des pressions inflationnistes liées au contexte mondial. En effet, le taux d'inflation devrait atteindre 8,7% durant l'année en cours, en lien avec la hausse des prix des produits énergétiques et des denrées alimentaires. Par ailleurs, le déficit budgétaire devrait légèrement s'améliorer en 2022, mais resterait supérieur à 6% du PIB pour une troisième année consécutive, du fait de la poursuite d'une politique de soutien aux ménages face à la crise. Ainsi, la dette publique, qui s'est accrue significativement depuis 2019, devrait atteindre 75,1% du PIB en 2022. Les perspectives restent néanmoins positives pour 2023 et 2024, avec une croissance attendue à 9,2% par an en moyenne, avec l'entrée en production des gisements d'hydrocarbures.

Annonce de nouvelles mesures pour lutter contre l'inflation

Lors d'une concertation entre membres du gouvernement et représentants du patronat et des commerçants, tenue le 26 septembre 2022, le gouvernement sénégalais [a annoncé](#) une série de mesures pour lutter contre la hausse des prix. Parmi ces mesures figurent notamment : (i) l'accélération du paiement de subventions en faveur des meuniers et des producteurs de riz ; (ii) la suspension des droits d'accises sur les corps gras et les importations d'huile ; (iii) l'amélioration des contrôles de prix et du respect de la réglementation ; (iv) la décongestion du port de Dakar ; et (v) la relance de la production agricole. Pour rappel, le taux

d'inflation se situe à +11,3% en glissement annuel en août 2022.

Signature de trois conventions entre Dakar et Ryad

Le 27 septembre 2022, trois accords ont été signés entre le Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur et le Ministre saoudien en charge des Investissements dans le cadre de la Commission mixte sénégalosaoudien. Ces accords portent sur la protection des investissements, la coopération entre les chambres de commerce des deux pays, la **création d'un conseil d'affaires sénégalosaoudien**, et visent à renforcer la coopération économique entre les deux pays. La tenue de cette commission a également permis la signature de plusieurs autres accords relatifs (i) **au financement de l'autoroute Dakar-Tivaouane-Saint Louis**, à hauteur de 63 M USD ; (ii) à l'édification d'une centrale électrique de plus de 160 MW, grâce au partenariat entre la société saoudienne Aque Power et la Société nationale d'électricité (SENELEC) ; et (iii) au partenariat entre Aque Power et la Société nationale des eaux (SONES) concernant la réalisation de la 2^{ème} usine de dessalement du **pays d'une capacité de 300 000 m³/jour**, extensible à 400 000 m³/jour.

Sierra Leone

Inflation à +28,1% en g.a. en août 2022

Selon l'institut national en charge de la statistique, le taux d'inflation s'est établi à +28,1% en glissement annuel (g.a.), contre +29,5% en g.a. le mois précédent. Cette évolution se justifie principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+31,6% en g.a.), de la composante "Mobilier, équipement et entretien ménagers" (+41,5%) et "restaurants et hôtels" (+54% en g.a.). En termes de répartition géographique, la hausse des prix est accentuée dans la région du Sud (+35,2% en g.a.) et relativement moins dans la région Est (+24% en g.a.).

Togo

Les recettes touristiques en hausse de 34% en 2021

Le 26 septembre 2022, le Ministre de la Culture et du Tourisme a déclaré que près de 984 000 personnes avaient visité le Togo en 2021, soit une hausse de 104% par rapport à 2020, année de la pandémie. En conséquence, les recettes en provenance du secteur se sont aussi améliorées pour s'établir à 25 Mds FCFA (38,1 M EUR), en progression de 34% par rapport à 2020. Selon le Ministre, ce résultat s'explique notamment par le déploiement progressif de la vaccination ainsi que l'assouplissement de certaines restrictions sur les déplacements. **A noter qu'en 2018**, année faste pour le secteur du tourisme, le Togo avait hébergé 712 000 touristes et collecté près de 48 Mds FCFA (73,2 M EUR) de recettes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique **régional d'Abidjan**
Rédacteurs : Service économique **régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott**

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr